



Organisation  
internationale  
du Travail

► Bureau d'évaluation



i-eval Discovery



## ProAgro YOUTH: “Support to integrated agribusiness hubs in Côte d’Ivoire, Madagascar, Malawi et Algeria”

### INFORMATIONS RAPIDES

**Code du projet:** ILO TC/SYMBOL: RAF/21/18/IFA

**Pays:** Côte d’Ivoire, Madagascar, Malawi et Algérie

**Date à laquelle l'évaluation a été complétée par l'évaluateur :** 24 September 2024

**Type d'évaluation :** Project

**Horaire d'évaluation:** Mi-parcours

**Mode d'évaluation:** Interne

**Bureau administratif:** OIT Bureau Régional pour l’Afrique à Abidjan BIT- Abidjan

**Bureau technique:** EMPLAB (Geneva), Équipe travail décent - Dakar, Caire et Spécialiste emploi jeunes Pretoria, BRAF

**Gestion d'évaluation:** Grégoire Yaméogo

**Nom(s) de l'évaluateur:** Elisabeth Basemeg Kihel

**Donateur(s) & budget:** IFAD, BMZ, Visa Foundation /EUR 4,333,000

*Mots clés:* Agriculture, travail décent, création d'emploi, Développement social et économique, Gestion des connaissances

Cette évaluation classée comme « évaluation interne » dans la nomenclature des types d'évaluation du BIT a suivi un processus d'évaluation formalisé géré par un officier de l'Unité Régionale de Programmation du Bureau Régional de l'Afrique du BIT. Le but des évaluations internes sert largement l'apprentissage organisationnel.

## CONTEXTE

### Résumé du but, de la logique et de la structure du projet

Le projet ProAgro YOUTH vise à réduire le chômage des jeunes en zones rurales en Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi, où l'agriculture joue un rôle crucial. Il s'appuie sur une logique d'intégration économique par la création de pôles agroalimentaires, offrant aux jeunes des opportunités d'auto-emploi et d'emploi salarié. En réponse aux obstacles d'accès à une formation adaptée et aux services de développement des entreprises, le projet fournit des compétences pratiques et des ressources pour rendre l'agriculture plus attractive et viable pour les jeunes. ProAgro YOUTH s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 8, en promouvant une croissance inclusive et des emplois décents, et se structure autour d'une relance post-COVID pour renforcer la résilience économique des jeunes et améliorer leur intégration dans le marché du travail formel.

### Situation actuelle du projet

À mi-parcours, le projet ProAgro YOUTH affiche des avancées prometteuses dans la création d'emplois décents pour les jeunes ruraux en Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi, en développant leurs compétences dans le secteur agroalimentaire. Chaque pays bénéficie de hubs agroalimentaires qui fournissent une formation technique, du coaching et des stages pour faciliter l'auto-emploi et l'insertion professionnelle, visant la création de 6 000 emplois directs et 9 000 indirects. À ce jour, plus de 9 000 jeunes, dont 47 % de femmes, ont été formés dans des domaines tels que la pisciculture, la production laitière, l'horticulture et la transformation agroalimentaire. Des initiatives comme la création de coopératives et de start-ups dirigées par des jeunes encouragent l'auto-emploi et contribuent à diversifier l'économie locale. Le projet, aligné sur les priorités nationales et en collaboration avec l'OIT et le FIDA, fait face à des défis, notamment l'accès limité aux financements et des infrastructures variables. Pour y remédier, des partenariats avec des institutions financières et des programmes d'incubation renforcés sont en cours pour assurer un impact durable.

### But, destinataire et portée de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours du projet ProAgro YOUTH a pour objectif principal d'analyser la mise en œuvre actuelle, d'identifier les écarts par rapport à la conception initiale et de proposer des ajustements stratégiques pour optimiser l'atteinte des objectifs fixés. Elle examine le degré de réalisation des résultats, en incluant les effets attendus et imprévus, et évalue les influences internes et externes qui ont affecté

	<p>le projet.</p> <p>Les bénéficiaires clés de cette évaluation sont les constituants de l'OIT, le personnel des bureaux régionaux et nationaux dans les quatre pays d'intervention (Algérie, Madagascar, Côte d'Ivoire et Malawi), ainsi que les partenaires de mise en œuvre et les principaux bailleurs, dont le FIDA. Les conclusions de l'évaluation contribueront à améliorer les méthodes du projet et à orienter le plan de travail à venir dans chaque pays.</p>
<b>Méthodologie de l'évaluation</b>	<p>La méthodologie de l'évaluation du projet ProAgro YOUTH a combiné des approches qualitatives et quantitatives, incluant des entretiens semi-directifs, des groupes de discussion, des études de cas et une analyse documentaire approfondie. Fondée sur la théorie du changement, cette approche visait à comprendre comment les activités du projet ont contribué à promouvoir l'emploi décent des jeunes ruraux dans les secteurs agroalimentaires. Les données ont été recueillies auprès de 72 participants, complétées par 14 groupes de discussion avec bénéficiaires et partenaires, et validées par une triangulation pour renforcer la fiabilité des résultats. Malgré l'hétérogénéité des contextes dans les quatre pays et certaines lacunes de données, l'évaluation a permis d'obtenir une vision solide de l'impact du projet.</p>
<b>Résultats principaux et Conclusions</b>	<p>Brève évaluation globale de l'exécution du projet ProAgro YOUTH</p> <p>Le projet ProAgro YOUTH a significativement contribué à l'insertion professionnelle des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire rurales en Algérie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi. Aligné sur les priorités de développement nationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD), il a encouragé l'entrepreneuriat et soutenu l'emploi décent, notamment pour les jeunes femmes, en s'adaptant aux contextes socio-économiques variés de chaque pays.</p> <p>Principales conditions ayant influencé le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Conditions positives :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Alignement stratégique avec les politiques locales, telles que la lutte contre le chômage rural (Algérie), "Un District, Une Usine" (Madagascar), et la Vision 2063 (Malawi).</li><li>○ Résultats remarquables en termes d'efficacité, avec 10242 emplois créés (183 % de l'objectif initial),</li></ul></li></ul>

dont 25 % pour les femmes, atteignant des taux de 50 % ou plus à Madagascar et au Malawi.

- Optimisation des ressources via une gestion budgétaire stricte et des partenariats stratégiques, renforçant ainsi l'efficacité et l'impact global.
- Conditions négatives :
  - Obstacles bureaucratiques au Malawi et à Madagascar, ralentissant le déploiement.
  - Défis liés à l'harmonisation des indicateurs de suivi et à la cohérence des résultats entre les pays.
  - Résultats durables conditionnés par l'accès à un financement additionnel et un accompagnement post-formation structuré.

Vue d'ensemble des performances :

- Pertinence : Un fort alignement avec les politiques locales et un cadre logique rigoureux ont soutenu la cohérence des interventions, malgré des ajustements nécessaires aux contextes locaux.
- Efficacité : Dépassement des objectifs en termes d'emplois créés, bien qu'une harmonisation accrue des indicateurs entre pays soit nécessaire.
- Efficience : Une gestion budgétaire efficace a permis de maximiser l'impact, malgré des inefficiences liées à des retards administratifs.
- Impact : Renforcement de l'employabilité des jeunes et amélioration de la sécurité alimentaire, avec des avancées notables pour les femmes et les personnes handicapées.
- Durabilité : Dépendante d'un soutien financier et d'un accompagnement post-formation, particulièrement dans des contextes culturels complexes comme en Algérie.

En conclusion, ProAgro YOUTH se distingue par sa capacité à s'adapter aux défis locaux tout en générant un impact tangible sur l'emploi des jeunes et l'inclusion économique, posant ainsi les bases d'une durabilité renforcée.

## RECOMMANDATIONS, LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES

### Principales recommandations et suivi

**Recommandation #1** : Renforcer le soutien financier pour les jeunes entrepreneurs, notamment à travers des mécanismes de financement

inclusifs (microcrédits, subventions).

**Recommandation #2** : Mettre en place un suivi post-formation, structuré pour les jeunes formés, incluant mentorat et conseils en gestion d'entreprise.

**Recommandation #3** : Décentraliser les activités de formation pour les jeunes dans les zones rurales, en utilisant des technologies numériques ou des centres mobiles.

**Recommandation #4** : Renforcer les partenariats avec le secteur privé et les institutions locales pour mieux aligner les compétences développées avec les besoins du marché.

**Recommandation #5** : Promouvoir des programmes d'inclusion renforcés pour les femmes et les jeunes en situation de handicap.

**Recommandation #6** : Renforcer les capacités institutionnelles des partenaires locaux pour assurer la durabilité à long terme des interventions.

**Recommandation #7** : Mettre en place des mécanismes de financement autonomes post-projet pour garantir la pérennité des résultats.

**Recommandation #8** : Adapter les curricula de formation pour mieux répondre aux besoins spécifiques du marché local, en incluant des secteurs comme l'agroécologie.

**Recommandation #9** : Améliorer les mécanismes de suivi et évaluation pour mesurer l'impact à long terme et intégrer des indicateurs sensibles au genre.

### Principales leçons apprises et bonnes pratiques

#### *Leçons apprises*

1. Analyse contextuelle préalable : Une évaluation approfondie du marché du travail et des chaînes de valeur agricole avant la mise en œuvre est essentielle pour optimiser l'efficacité des interventions.
2. Soutien post-formation : Le financement et l'accompagnement post-formation sont cruciaux pour permettre aux jeunes de concrétiser leurs projets entrepreneuriaux.
3. Alignement des formations avec les besoins locaux : Les programmes de formation doivent être continuellement ajustés pour correspondre aux réalités économiques des régions concernées.
4. Suivi prolongé des bénéficiaires : Un accompagnement continu post-formation sous forme de mentorat est

nécessaire pour assurer une intégration réussie des jeunes sur le marché du travail.

5. Implication des acteurs locaux : L'engagement des agences d'emploi et des institutions de formation locales dès le début assure une meilleure appropriation et la continuité des actions.
6. Engagement des jeunes : Impliquer activement les jeunes dans la conception des programmes de formation augmente leur participation et réduit les taux d'abandon.
7. Réintroduction des jeunes dans des secteurs sous-représentés : Le secteur agricole, perçu comme peu attrayant, nécessite une sensibilisation proactive pour captiver l'intérêt des jeunes.
8. Collaboration intersectorielle : La coordination entre les secteurs de l'agriculture, de l'entrepreneuriat et de l'emploi renforce l'impact des interventions.
9. Adaptabilité aux réalités locales : Ajuster les programmes aux spécificités régionales améliore l'efficacité des interventions.
10. Décentralisation et adaptation des formations : La centralisation des formations dans les zones urbaines a exclu de nombreux jeunes ruraux. Délocaliser et l'adaptation des formations est impératif pour garantir l'équité d'accès.
11. Accords intersectoriels : La coordination entre les ministères est essentielle pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre.
12. Cadre de suivi-évaluation continu : Il est indispensable de mettre en place un système de suivi-évaluation en temps réel pour ajuster les actions en fonction des résultats.
13. Scalabilité progressive : Tester les interventions dans des régions pilotes avant leur déploiement à plus grande échelle permet de valider leur pertinence.
14. Effet multiplicateur de l'entrepreneuriat : Encourager l'entrepreneuriat des jeunes, en particulier en milieu rural, génère des emplois et diversifie l'économie locale.

#### *Bonnes pratiques*

1. Partenariats public-privé : Essentiels pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en maximisant les opportunités pour les bénéficiaires.
2. Formation axée sur la pratique : Adaptée aux réalités du marché dans des secteurs comme l'agriculture, renforçant



l'employabilité des jeunes.

3. Renforcement des compétences des formateurs : Extension à d'autres secteurs pour diversifier les opportunités d'emploi.
4. Inclusion des groupes vulnérables : Approches spécifiques pour intégrer les femmes, les jeunes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés.
5. Usage de technologies adaptées : Technologies telles que les chambres froides solaires pour améliorer la productivité et la conservation des produits.
6. Collaboration intersectorielle : Coordination entre plusieurs ministères et agences d'emploi, renforçant l'intégration des jeunes dans le marché du travail.
7. Consultation des parties prenantes : Approche inclusive dès le début, impliquant les groupes vulnérables pour une meilleure appropriation des interventions.
8. Sensibilisation à l'entrepreneuriat : Encouragement des femmes et des jeunes ruraux à participer à des activités économiques productives.
9. Immersion professionnelle : Programmes permettant aux jeunes de se former en entreprise, leur offrant une expérience pratique et un accès plus facile au marché du travail
10. Capitalisation des processus : Documentation des étapes de formation et d'accompagnement pour une réplification efficace.
11. Modélisation flexible des Chaînes de valeur agricole : Adaptation aux réalités locales pour maximiser l'impact du projet.
12. Statut d'auto-entrepreneur : Formalisation des activités des jeunes entrepreneurs pour faciliter leur accès aux ressources.
13. Approche agile de la scalabilité : Extension progressive des services et formations, optimisant ainsi l'impact du projet.